

RCS : ROANNE
Code greffe : 4201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ROANNE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1967 B 00014
Numéro SIREN : 406 780 148
Nom ou dénomination : ECOMEX

Ce dépôt a été enregistré le 02/08/2023 sous le numéro de dépôt 1691

CABINET GRAZIANO & REBILLET CGR

Société Par Actions Simplifiée au capital de 132 960,00 €
Siège social : 50, RUE Albert Thomas
42300 ROANNE
406 780 148 RCS ROANNE

DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 14 JUILLET 2023

L'an deux mille vingt trois,
Le quatorze juillet, à neuf heures

Le Président met à la disposition de l'associé unique :

- le texte des résolutions proposées ;
- Les certificats de dépôt du projet d'apport partiel d'actif auprès des greffes du tribunal de commerce de SAINT ETIENNE et de ROANNE ;
- Un exemplaire de l'insertion parue au Bodacc le 9 juin 2023 pour le compte de la société apporteuse et le 9 juin 2023 pour le compte de la société bénéficiaire des apports;
- Un exemplaire du traité d'apport partiel d'actif ;
- Rapport du commissaire aux apports

Le Président déclare que ces documents ont été tenus à la disposition de l'associé unique dans les délais et conditions requis.

En outre, il déclare que le rapport du Commissaire aux apports a été tenu, au siège social, à la disposition de l'associé unique, dans les conditions prévues par la réglementation et qu'il a fait l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de Commerce dans les délais requis.

La société LEA 2, représentée par Emmanuel MORON, agissant en qualité d'associée unique de la société ECOMEX, a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION : Approbation de l'apport partiel d'actif

L'associé unique, après avoir entendu la lecture de la convention d'apport partiel d'actif et du rapport du commissaire aux apports approuve dans toutes ses dispositions ladite convention et ses annexes, conclue avec la société ECOMEX, aux termes de laquelle il est fait apport par cette dernière d'une partie de sa branche d'activité de Commissariat aux Comptes, dont l'actif transmis est évalué à 331 886 euros, et le passif pris en charge à 31 886 euros, soit un apport net évalué à 300 000 euros,

L'associé unique approuve expressément l'évaluation de l'apport ainsi consenti à notre société et sa rémunération.

La collectivité des associés constate que cet apport partiel d'actif prendra effet fiscalement et comptablement rétroactivement au 1^{er} juin 2023.

DEUXIEME DECISION : Résolution : Augmentation de capital social

L'associé unique décide, par suite de l'adoption de la résolution qui précède, d'augmenter son capital social de 23 460 euros, pour le porter de 132 960 euros à 156 420 euros, au moyen de la création de 2 346 actions nouvelles, de 10 euros chacune, entièrement libérées, attribuées en totalité à la société ECOMEX. Ces actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} juin 2023, et seront entièrement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date.

La collectivité des associés décide que la différence entre la valeur nette des biens apportés, soit 300 000 euros, et la valeur nominale des actions créées en rémunération de l'apport soit 23 460 euros, différence, par conséquent, égale à 276 540 euros, constitue le montant de la prime d'apport qui sera inscrite au passif du bilan et sur laquelle porteront les droits des associés anciens et nouveaux.

TROISIEME DECISION : Modifications statutaires

L'associé unique, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide de modifier les articles 7 et 8 des statuts de la façon suivante :

Article 7 – APPORTS

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

Par décision de l'associé unique en date du 14 juillet 2023, il a été fait apport par la société ECOMEX, SAS au capital de 400 000 euros, ayant son siège social à SAINT ETIENNE (Loire) 69, rue Saint-Simon, immatriculée sous le numéro 524 144 029 RCS SAINT ETIENNE , d'une partie de sa branche d'activité de Commissariat aux Comptes, pour une valeur nette de 300 000 euros, lequel apport a été rémunéré par la création de 2 346 actions nouvelles de 10 € attribuées à la société ECOMEX à titre d'une augmentation de capital d'un montant de 23 460 € augmentée d'une prime d'émission de 276 540 €.

Article 8 - CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de cent cinquante-six mille quatre cent vingt (156 420) euros.

Il est divisé en 15 642 actions de dix euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'associé unique.

Le reste de l'article demeure inchangé.

QUATRIEME DECISION : Changement de dénomination sociale

L'associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la société à compter de ce jour. La nouvelle dénomination sociale sera : ECOMEX.

L'associé unique décide en conséquence de modifier l'article 3 des statuts de la façon suivante :

Article 3 : DENOMINATION

La dénomination sociale de la société est :

« ECOMEX »

Le reste de l'article demeure inchangé.

CINQUIEME DECISION - Délégation de pouvoir en vue d'accomplir les formalités

L'associé unique délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'associée unique et sera consigné sur le registre des décisions.

L'associée unique



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
ROANNE

Le 17/07/2023 Dossier 2023 00019213, référence 4204P04 2023 A 00738

Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros



CONVENTION D'APPORT PARTIEL D'ACTIF ET DE PASSIF

Entre les soussignées :

La société CABINET GRAZIANO & REBILLET CGR

Société par Actions Simplifiée au capital de 132 960 €,
Dont le siège social est situé à ROANNE (Loire) 50, rue Albert Thomas
Immatriculée au R.C.S de ROANNE sous le n°406 780 148,
Représentée par Monsieur Emmanuel MORON, en sa qualité de Président, ayant tous
les pouvoirs à l'effet des présentes.
Inscription H3C 450 90 153

Ci-après désignée « la société bénéficiaire »
D'une part,

ET

La société ECOMEX

Société par Actions Simplifiée au capital de 400 000 €,
Dont le siège social est situé à SAINT ETIENNE (Loire) 69, rue Saint Simon
Immatriculée au R.C.S de SAINT ETIENNE sous le n°524 144 029,
Représentée par Monsieur Emmanuel MORON, en sa qualité de Président, ayant
tous les pouvoirs à l'effet des présentes.
Inscription H3C 41 000 63 455

Ci-après désignée « la société apporteuse »
D'autre part,

Il a été, en vue de l'apport partiel d'actif devant être consenti par la société ECOMEX
à la société CABINET GRAZIANO & REBILLET, arrêté de la manière suivante les
conventions réglant cet apport partiel d'actif, et notamment la consistance des biens
apportés par ECOMEX et leur rémunération, sous réserve des conditions suspensives
ci-après exprimées.

Préalablement aux conventions objet des présentes, il est exposé ce qui suit :

REGIME JURIDIQUE DE L'OPERATION

La société ECOMEX entend faire apport d'une partie de son activité de Commissariat
Aux Comptes à la société CABINET GRAZIANO & REBILLET CGR

En conséquence, il s'opérera de la société ECOMEX à la société CABINET GRAZIANO
& REBILLET, laquelle sera substituée à la première, une transmission de tous ses droits,
biens et obligations relatifs à la Branche d'Activité Apportée.

EM

COMMISSAIRE AUX APPORTS

Par décision unanime en du date 30 mai 2023 en ce qui concerne la société ECOMEX et du 30 mai 2023 en ce qui concerne le CABINET GRAZIANO & REBILLET, les associées des sociétés intéressées à l'opération ont écarté l'intervention d'un commissaire à la scission.

Par décision unanime du 30 mai 2023 en ce qui concerne la société ECOMEX et du 30 mai 2023 en ce qui concerne le CABINET GRAZIANO & REBILLET, les associés des sociétés intéressées à l'opération ont désigné, en qualité de commissaire aux apports, la SARL LAURENCE.CROPPI dont le siège social est situé 6, rue Sadi Carnot – SAINT ETIENNE (Loire) RCS SAINT ETIENNE 534 893 235, avec la mission :

- D'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur des apports en nature effectués par ECOMEX dans le cadre de l'apport partiel d'actif, ainsi que le mode d'évaluation des apports et les raisons pour lesquelles il a été retenu,
- D'apprécier, le cas échéant, la valeur des avantages particuliers transférés à la société bénéficiaire des apports,
- De vérifier que le montant de l'actif net apporté par ECOMEX est au moins égal au montant de l'augmentation du capital de CABINET GRAZIANO & REBILLET.

PLAN GENERAL

- Première Partie : Apport partiel d'actif effectué par la société ECOMEX au CABINET GRAZIANO & REBILLET ;
- Deuxième Partie : Date d'effet de l'apport partiel d'actif, Propriété et Entrée en jouissance
- Troisième Partie : Charges et conditions des apports ;
- Quatrième Partie : Rémunération des apports ;
- Cinquième Partie : Déclarations générales ;
- Sixième Partie : Conditions suspensives ;
- Septième Partie : Régime fiscal ;
- Huitième Partie : Dispositions diverses.

PREMIERE PARTIE - APPORT PARTIEL D'ACTIF

Monsieur Emmanuel MORON, Président de la société ECOMEX, agissant au nom et pour le compte de la société ECOMEX, fait apport, sous les garanties ordinaires et de droit, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées au CABINET GRAZIANO & REBILLET, ce qui est accepté au nom et pour le compte de cette dernière par Monsieur Emmanuel MORON ès-qualité, sous les mêmes conditions suspensives, de la toute propriété des biens, droits et obligations constituant la partie de Branche d'Activité Apportée, appartenant à la société ECOMEX, tels que lesdits biens existaient au 31 mai 2023, et avec les résultats actifs et passifs des opérations faites entre le 31 mai 2023 et la date de réalisation définitive des apports, dans la mesure où lesdites opérations concernent les biens apportés, à l'exclusion de toute autre activité.

La Branche d'Activité Apportée comprend :

- La clientèle et les mandats de commissaire aux comptes y attachés dont la liste figure en **Annexe 1**

PASSIF :

Provision pour risques et charges	5 562 euros
Dettes fiscales et sociales	26 324 euros
Total :	31 886 euros

Le détail des actifs et passifs apportés figure en **Annexe N°4**.

Il est précisé que tous les éléments complémentaires qui s'avèreraient indispensables pour aboutir à une désignation précise et complète, en particulier en vue de l'accomplissement des formalités légales de publicité de la transmission résultant de l'apport, pourront faire l'objet d'états, de tableaux, déclarations, actes et tous autres documents qui seront regroupés dans un additif au présent acte, établi d'un commun accord entre les représentants des sociétés participant à l'apport partiel d'actif.

Actif net apporté

L'actif apporté s'élevant à **331 886 euros** et le passif pris en charge à **31 886 euros**, l'actif net apporté ressort à **300 000 euros**.

Origine de propriété

Le fonds de commerce d'industrie, inclus dans la branche apportée appartient à ECOMEX pour l'avoir reçu en apport le 30 décembre 2010.

Locaux

La société ECOMEX EXPERTISE, SAS au capital social de 220 000 €, dont le siège social est situé à SAINT ETIENNE (Loire) 69, rue Saint Simon, immatriculée au RCS de SAINT ETIENNE 487 740 508 met à la disposition de la société ECOMEX des locaux à usage de bureaux.

La société ECOMEX EXPERTISE a d'ores et déjà donné son accord à l'effet de consentir à la société Cabinet GRAZIANO & REBILLET CGR un contrat de sous location qui sera signé par acte séparé.

DEUXIEME PARTIE - DATE D'EFFET - PROPRIETE - JOUISSANCE

Toutefois, de convention expresse, il est stipulé que le présent apport partiel d'actif prendra effet fiscalement et comptablement rétroactivement au 1^{er} juin 2023.

En conséquence, toutes les opérations faites depuis cette date et concernant la partie de Branche d'Activité Apportée, seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et aux profits de CABINET GRAZIANO & REBILLET.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques, et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux biens apportés incomberont à CABINET GRAZIANO & REBILLET, ladite société acceptant dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 31 mai 2023.

EM

8) Conformément à la loi, les contrats de travail en cours avec les membres du personnel de la société ECOMEX, affectés à l'exploitation de la Branche d'Activité Apportée, se poursuivront avec la société bénéficiaire qui se substituera purement et simplement à la société apporteuse, conformément à l'article 1224-1 du Code du travail, du seul fait de la réalisation du présent apport partiel d'actif dans le bénéfice et la charge des contrats de travail des salariés transférés.

QUATRIEME PARTIE - REMUNERATION DES APPORTS

La valeur totale des biens et droits apportés étant estimée à 331 886 €, et le passif pris en charge par le Cabinet GRAZIANO & REBILLET CGR s'élevant à 31 886 €, il en résulte que la valeur nette des biens et droits apportés s'élève à **300 000 euros**.

En contrepartie de la valeur nette des apports ainsi effectués par la société ECOMEX, les parties sont convenues de déterminer la rémunération attribuée à la société ECOMEX en application des principes décrits en **Annexe N°5**.

En conséquence, il sera attribué à cette société 2 346 actions nouvelles, de 10 euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, créées à titre d'augmentation de son capital par le Cabinet GRAZIANO & REBILLET.

Ces actions nouvelles porteront jouissance rétroactivement à compter du 1^{er} juin 2023.

Elles seront entièrement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toutes retenues d'impôt en sorte que toutes les actions de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou de tous remboursements effectués pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation.

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés 300 000 € et la valeur nominale des parts qui seront créées par le Cabinet GRAZIANO & REBILLET CGR au titre de l'augmentation du capital susvisée, 23 460 €, égale en conséquence, à 276 540 €, constituera une prime d'apport qui sera inscrite au passif du bilan du Cabinet GRAZIANO & REBILLET CGR et sur laquelle porteront les droits de tous les associés anciens et nouveaux de la société.

CINQUIEME PARTIE - DECLARATIONS

Déclarations de la société apporteuse

Au nom de la société ECOMEX déclare, ès-qualité :

- Que ladite société n'a jamais été en état de cessation des paiements, de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaires ;
- Qu'elle n'est pas actuellement ni n'est susceptible d'être ultérieurement l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice des activités relevant de la branche d'activité apportée ;
- Que les biens et droits apportés par la société ECOMEX, dont l'origine de propriété est relatée plus haut, ne sont grevés d'aucune charge, garantie, hypothèque ou autres sûretés, nantissement ou inscription de privilège de vendeur, étant entendu que si une telle inscription se révélait du chef de la société apporteuse, cette dernière devrait immédiatement en rapporter mainlevée et certificat de radiation à ses frais ;

A défaut de réalisation de ces conditions suspensives au plus tard le 31 juillet 2023, la présente convention sera considérée comme caduque, sans indemnité de part ni d'autre.

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes des pièces ou procès-verbaux constatant la réalisation définitive de l'apport partiel d'actif ou tout autre moyen approprié.

SEPTIEME PARTIE - REGIME FISCAL

Impôt sur les sociétés

A. Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, l'apport partiel d'actif prend fiscalement effet le 31 mai 2023. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la partie de la branche d'activité apportée, seront englobés dans le résultat imposable de la société bénéficiaire des apports.

En matière d'impôt sur les sociétés, le présent apport partiel d'actif est soumis aux règles fiscales de droit commun.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Les représentants de la société apporteuse et de la société bénéficiaire des apports constatent que l'apport partiel d'actif emporte transmission d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI.

Par conséquent, les apports d'immeubles, de biens meubles incorporels, de biens mobiliers d'investissements et de marchandises compris dans la branche d'activité apportée sont dispensés de TVA.

Conformément aux dispositions légales susvisées, la société bénéficiaire des apports continuera la personne de la société apporteuse notamment à raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci.

DROITS D'ENREGISTREMENT

La présente convention sera soumise à la formalité de l'enregistrement fiscal.

HUITIEME PARTIE - DISPOSITIONS DIVERSES

Formalités

a) Le CABINET GRAZIANO & REBILLET remplira dans les délais légaux toutes formalités légales de publicité relatives aux apports effectués par ECOMEX.

b) Il fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires devant toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

ANNEXE I – LISTE DE LA CLIENTELE ET MANDATS TRANSMIS

ANNEXE II - LISTE DU MATERIEL

- Volkswagen Polo	9 660 €
- Deux PC Portable	pm
- Licence Revis Audit	508 €

ANNEXE IV - DETAIL DE L'ACTIF ET DU PASSIF APORTE

Provision pour risques et charges : Provision IDR

Dettes fiscales et sociales :

- Congés payés	9 351 €
- Solde RTT	2 236 €
- Solde PPV	800 €
- Charges sociales CP	3 697 €
- Charges sociales RTT	880 €
- Tva sur créances clients	9 360 €

ANNEXE V - PRINCIPE DE REMUNERATION DE L'APPORT

Evaluation de la société bénéficiaire	1 700 000 €
Soit 127.858 € l'action	
Evaluation de l'apport effectué par ECOMEX	300 000 €
Parité d'échange : 2 346 actions CGR	
Augmentation de capital	23 460 €
Prime d'émission	276 540 €

**Avis au Bodacc relatif au projet commun d'apport partiel d'actif de la société
CABINET GRAZIANO ET REBILLET CGR à la société ECOMEX**

Société apporteuse : ECOMEX

Forme : SAS

Adresse du siège : 69 Rue Saint Simon 42000 SAINT ETIENNE

Capital : 400 000 €

Numéro unique d'identification : 524 144 029

Lieu d'immatriculation : SAINT ETIENNE

Société bénéficiaire : CABINET GRAZIANO ET REBILLET CGR

Forme : SAS

Adresse du siège : 50 rue Albert Thomas 42300 ROANNE

Capital : 132 860 €

Numéro unique d'identification : 406 780 148

Lieu d'immatriculation : ROANNE

Activité partielle apportée : commissariat aux comptes

Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société bénéficiaire est prévue :

Actif : 331 886.00 €

Passif : 31 886.00 €

Actif net apporté : 300 000.00 €

Rémunération de l'apport : création de 2 346 actions nouvelles, d'une valeur de 10 euros chacune attribuées à la société apporteuse

Date d'effet rétroactif : 01.06.2023

Date du projet commun d'apport partiel d'actif : 31.05.2023

Lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante :

Société Apporteuse : dépôt au RCS de SAINT ETIENNE

Société Bénéficiaire : dépôt au RCS de ROANNE

La Société apporteuse

La société ECOMEX

Représentée par Monsieur Emmanuel MORON, président

La société Bénéficiaire

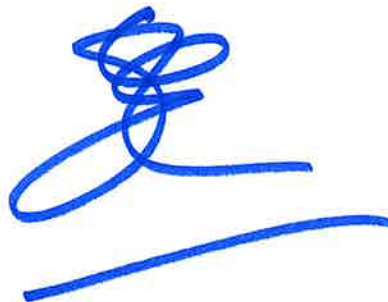
La société CABINET GRAZIANO ET REBILLET CGR

Représentée par Monsieur Emmanuel MORON, président

ECOMEX

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 156 420.00 €
SIEGE SOCIAL : 50 RUE ALBERT THOMAS
42300 ROANNE
R.C.S ROANNE 406 780 148

STATUTS MIS A JOUR LE 14 JUILLET 2023

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, cursive 'E' followed by a horizontal line.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE

Article 1er - FORME

Il est formé par la propriétaire des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée.

Cette société est régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce et les autres articles du code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait, et par l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945.

Cette société, initialement constituée sous forme de société anonyme, puis transformée sous forme de société à responsabilité limitée par assemblée générale du 11 juillet 2006, a été transformée en société par actions simplifiée par décision extraordinaire en date du 25 octobre 2019.

Cette société ne peut pas faire appel public à l'épargne.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet dans tous les pays, l'exercice des professions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance du 19 septembre 1945, le code de commerce et le décret du 12 août 1969 et telles qu'elles pourraient l'être par tous les textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle libérale de leurs membres.

Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupement d'intérêt.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

« ECOMEX »

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société par actions simplifiée » ou des lettres « S.A.S » et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du Tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables où la société est inscrite.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : **50 RUE ALBERT THOMAS – 42300 ROANNE (FRANCE).**

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision de l'associée unique.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er août et se termine le 31 juillet de chaque année.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 - APPORTS

Il a été fait apport à la société :

* lors de sa constitution, d'une somme en numéraire de 250.000 frs

* lors de la fusion-absorption des sociétés SUD EST GESTIONSAINT ETIENNE et SOFICOMEX de l'ensemble des éléments actif et passif de ces deux sociétés soit un apport net de 2.485.392 frs avant annulation des actions apportées par SOFICOMEX.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 2 janvier 1996 a augmenté le capital social d'une somme de 750.000 frs pour le porter de 250.000 frs à 1.000.000 de frs.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 1er octobre 1999 a décidé :

* de réduire le capital social de 1.000.000 de frs à 700.000 frs, par voie de rachat de 3.000 actions d'une valeur nominale unitaire de 100 frs,

* d'arrondir le montant du capital social à 106.000 euros en procédant à une réduction du capital social de 714,31 euros pour le ramener de 106.714,31 euros à 106.000 euros, par inscription de la différence soit 714,31 euros à un compte spécial de réserves indisponibles.

Par décision en date du 31.12.2015, le capital a été augmenté d'une somme de 21 350 € par création de 2 135 parts de 10 € suite à la fusion absorption de la société ALF CGR.

Par décision de l'associé unique en date du 29 mars 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 5 610 euros pour le porter de 127 350 euros à 132 960 euros par création de 561 parts sociales nouvelles, attribuées à Monsieur Pierre BERNARD en rémunération de ses apports en nature.

Par AGE en date du 1^{er} avril 2019, il a été constaté la réalisation de l'apport de la totalité des titres de Monsieur Pierre BERNARD qu'il détient dans la société CGR à la société FINANCIERE PGAD, en conséquence il a été attribué 561 parts sociales à la société FINANCIERE PGAD.

Par AGE en date du 29 avril 2019, il a été constaté la réalisation de l'apport de la totalité des titres de la société FINANCIERE PGAD qu'elle détient dans la société CGR à la société LEA 2, en conséquence la société LEA 2 devient associée unique de la société CGR.

Par décision de l'associé unique en date du 14 juillet 2023, le capital social a été augmenté d'une somme de 23 460 €.

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cent cinquante-six mille quatre cent vingt (156 420) euros.

Il est divisé en quinze mille six cent quatre deux (15 642) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'associée unique.

La société communique annuellement au conseil régional de l'Ordre des experts-comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste (article 169 du décret n° 69-810 du 12 août 1969). Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

ARTICLE 9 – COMPOSITION DU CAPITAL

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses actionnaires Experts Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérents à leur statuts ou à leur déontologie (Ord. art. 7-I-2°).

Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des experts comptables, directement ou par l'intermédiaire d'une autre société inscrite à l'Ordre (Ord. art. 7-I-1°). Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des actions de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de cette quotité des trois quarts, que dans la proportion équivalente à celle des actions que les experts comptables détiennent dans le capital de la société "mère".

Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les associés non-commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital (article L 225-218 du Code de Commerce).

Article 10 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, par décision de l'associée unique, dans les conditions prévues par la loi.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les dispositions légales de détention des droits de vote régissant la profession d'expert-comptable.

TITRE III

ACTIONS

Article 11 - PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

Article 12 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire doivent être libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du président dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

En outre, conformément à l'article 1843-3 alinéa 5 du Code civil, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

Article 13 - CESSION OU TRANSMISSION D'ACTIONS

1. Forme des cessions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un transfert inscrit au compte de l'acheteur dans les comptes de la société ; l'inscription au compte de l'acheteur est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société. Ce transfert est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire précisant la date du transfert prévu entre les parties et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge des cessionnaires.

2. Cessions

Les cessions d'actions par l'associée unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, toutes les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant à la majorité des trois quarts des associés disposant du droit de vote.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le Président transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le président dispose d'un délai de deux (2) mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de vingt (20) jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai d'un (1) mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les 15 jours du dépôt du rapport de l'expert désigné

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession

La présente clause ne peut être modifiée ou supprimée qu'à l'unanimité de tous les associés.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables tant que la société ne comporte qu'un seul associé.

3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté

La transmission d'actions par voie de succession de l'associée unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, les transmissions par décès ou par suite de dissolution de communauté entre époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

Article 14 - INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, même privé du droit de vote, le nu-propiétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 15 – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé unique qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

En cas de cessation d'activité, de radiation ou d'omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables du professionnel associé unique pour quelque cause que ce soit, la société saisit le Conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Toutefois, en cas de décès du professionnel associé unique, ses ayants droit ou héritiers disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs parts sociales à un autre professionnel.

TITRE IV

ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

Article 16 - PRESIDENCE

La société est représentée, gérée et administrée par un président, personne physique, associé ou non mais inscrit sur le tableau de l'ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé par l'associée unique, pour une durée indéterminée.

Le premier président est désigné au terme des présents statuts. Les présidents subséquents seront nommés par décision de l'associée unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des actions.

Le président peut démissionner de ses fonctions à tout moment, sous réserve de prévenir l'associée unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés statuant à la majorité prévue par les présents statuts.

Article 17 - POUVOIRS DU PRESIDENT - DIRECTION GENERALE

1 – Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut consentir des délégations de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

2 – Le président peut, s'il le souhaite, se faire assister d'un directeur général nommé par lui et investi des pouvoirs qu'il entend lui consentir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées. Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

Article 18 - REMUNERATION DU PRESIDENT

La rémunération du président est fixée par l'associée unique ou décision des associés à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle. En outre, le président pourra prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

Article 19 - CONVENTIONS REGLEMENTEES ET COURANTES

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et son président, soit directement, soit par personne interposée, doit être mentionnée au registre des décisions de l'associée unique.

Si l'associé unique n'est pas le président, les conventions conclues entre la société et le président sont soumises à son approbation sans que le commissaire aux comptes désigné ait à établir un rapport spécial sur ces conventions.

En cas de pluralité d'associés, le président doit aviser, s'il en a été désigné un, le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Le commissaire aux comptes, ou s'il n'en n'a pas été désigné le président, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport dans les conditions des décisions ordinaires, l'intéressé ne participant pas au vote. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Conventions interdites : A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, autres que des personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par la SAS leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article L.227-12 et autres conditions prévues par l'article L.225-43 du Code de commerce.

TITRE V

DECISIONS SOCIALES

Article 20 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associée unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- dissolution de la société,
- transformation en société d'une autre forme,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associée unique sont répertoriées dans un registre.

Article 21 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination de commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Les décisions collectives sont prises à la majorité de cinquante et un pour cent des voix dont disposent les associés présents et représentés.

1. Convocation

L'assemblée générale est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président.

Des assemblées générales peuvent être convoquées à toute époque de l'année.

Les convocations sont faites quinze jours au moins à l'avance sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur deuxième convocation, par lettre simple ou recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque associé.

Le ou les commissaires aux comptes doivent être convoqués à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs associés dans les conditions fixées par la loi.

2. Composition de l'assemblée générale

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'ensemble des associés ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les dissidents, les incapables et les absents.

Un associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre associé.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement associés. Une personne morale est valablement représentée par son représentant légal ou par son représentant permanent.

3. Tenue de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le président ou par toute personne déléguée à cet effet par le président ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Il est tenu une feuille de présence dûment émargée par les associés présents et les mandataires des associés.

Tout associé a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente.

Les votes sont exprimés à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs associés représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

Pour toutes les assemblées, les associés ont la faculté de voter par correspondance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et un associé.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un liquidateur.

TITRE VI

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associée unique désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, s'il y a lieu, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision de l'associée unique prise sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par l'associée unique.

En cas de pluralité d'associés, les commissaires aux comptes sont désignés par décision collective des associés.

TITRE VII

COMPTES ANNUELS - BENEFICES - RESERVES

Article 23 - COMPTE ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

A la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés, ainsi que le rapport de gestion.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et présentés à l'associée unique, s'il n'est pas président.

L'associée unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice : l'inventaire et les comptes annuels dûment signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport du président pour l'information des associés.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Toutefois, la loi dispense la société de l'obligation d'établir un rapport de gestion si elle répond à la définition des petites entreprises selon l'article L 232-1, IV modifié du Code de commerce.

Sont des petites entreprises, les sociétés qui ne dépassent pas, à la clôture de l'exercice, deux des trois seuils définis aux articles L. 123-16 et D. 123-200 2° du Code de commerce.

Si deux des seuils sont atteints, un rapport de gestion devra être établi par le président.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

Article 24 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de l'associée unique pour être perçu à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, l'associée unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être décidée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

Article 25 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'associée unique. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'associée unique peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes en respectant la procédure prévue à l'article L.232-12 du Code de commerce.

Si la société n'a pas de commissaire aux comptes, l'associé unique devra en désigner un avec pour mission de certifier le bilan prévue à l'article précité.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq (5) années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

En cas de pluralité d'associés, le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 26 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par décision de l'associée unique ou décision collective des associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un associé et si l'associée unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 27 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Statuts mis à jour par décision de l'associé unique en date du 14 juillet 2023